

**Le
point
sur...**

**4^e Forum de Haut Niveau sur l'efficacité
de l'aide de Busan**
(Corée, 29 novembre – 1^{er} décembre 2011)

www.diplomatie.gouv.fr



→ Endossement de la déclaration finale par l'ensemble des participants au Forum, y compris les représentants du secteur privé, de la société civile, et les grands émergents d'Asie (Chine et Inde) ;

→ Création d'une structure de gouvernance inclusive au niveau ministériel, le « nouveau partenariat global », pour la mise en œuvre et le suivi des engagements de Busan ;

→ Mise en relation de l'agenda de l'efficacité de l'aide avec celui du financement du développement, dans la continuité des efforts entrepris pendant la présidence française du G20 ;

→ Approfondissement des engagements précédents en matière d'efficacité de l'aide par les signataires des précédents fora de Paris et Accra.



Session plénière finale : « Le nouveau partenariat global pour le développement ».

L'efficacité de l'aide est une priorité de l'agenda international du développement, et a fait l'objet, depuis 2003, de trois Fora de Haut Niveau à Rome (2003), Paris (2005) et Accra (2008). Ce processus avait abouti à l'adoption d'engagements de partenariat entre les donateurs et les bénéficiaires de l'aide, visant à réformer ses modalités de gestion pour en garantir une meilleure efficacité.

Ce cycle s'est conclu par un quatrième Forum, qui s'est tenu à Busan, en Corée, du 29 Novembre au 1er Décembre 2011. Le Forum de Busan a établi le bilan du processus et s'est conclu par l'adoption de l'**Accord de partenariat de Busan pour une coopération pour le développement efficace**. Ce document met fortement l'accent sur le **nouveau partenariat pour le développement** élargi à l'ensemble des acteurs, y compris les donateurs émergents et le secteur privé. Le dialogue avec les grands émergents sur la base de principes communs en matière de coopération constituait l'un des principaux enjeux du Forum, qui a également relié l'agenda de l'efficacité de l'aide avec celui du financement du développement au sens large. Le suivi des engagements de Busan se fera au niveau politique, à travers des réunions ministérielles annuelles.

Ce qu'il faut savoir

■ Vers un partenariat global élargi pour le développement

La question de l'efficacité de l'aide se pose aujourd'hui dans un paysage mondial en profonde transformation, avec l'entrée en lice de **nouveaux acteurs** en matière de coopération (pays émergents, secteur privé, ONG...) et une diversité croissante des **modes de financement du développement**. Prenant en compte cette nouvelle donne, le Forum de Busan marque un tournant dans la coopération au développement.

Le Forum a aussi été l'occasion de déplacer le curseur de la gestion de l'aide à ses **résultats et impacts** sur le développement, ainsi que du suivi technocratique à l'**appropriation politique** du sujet de l'efficacité de l'aide.

Les participants aux fora de Paris et Accra ont approfondi leurs engagements précédents. L'ensemble des participants a travaillé à l'élaboration de **building blocks**, engagements spécifiques à adopter sur base volontaire. La France a soutenu les « **building blocks** » sur la **fragmentation de l'aide**, les **États fragiles**, le **secteur privé**, les **institutions efficaces**. Les thématiques de la transparence, des résultats, de la coopération Sud-Sud et du financement du changement climatique ont également été traitées.

La France a été très active au cours du Forum, où la délégation française était conduite par **Henri de Raincourt**, ministre chargé de la Coopération. Elle a aussi co-organisé un évènement parallèle sur les conditionnalités de l'aide.

4^e Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide de Busan (Corée, 29 novembre – 1^{er} décembre 2011)

www.diplomatie.gouv.fr

■ Le 4^e Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide s'est tenu à Busan, en Corée, du 29 Novembre au 1^{er} Décembre 2011. Il a réuni environ 3000 délégués en provenance de plus de 80 pays et Organisations Internationales, dont plus d'une **centaine de ministres et chefs d'États**, ainsi que les **hauts responsables de plusieurs organisations internationales**, et les représentants de la **société civile** et du **secteur privé**. Pour les hauts représentants des États et des organisations internationales (parmi lesquels on a noté la présence du **secrétaire général des Nations unies** et de la secrétaire d'État américaine) le Forum a notamment été l'occasion d'illustrer leurs orientations et priorités en matière de coopération.

■ Le Forum a abouti à l'adoption d'un « **Accord de Partenariat de Busan pour une Coopération pour le Développement Efficace** » qui met fortement l'accent sur le **nouveau partenariat pour le développement**, élargi à l'ensemble des acteurs, notamment les donateurs émergents et le secteur privé. Ce document a été l'objet de négociations intenses qui se sont prolongées jusqu'à quelques heures avant la conclusion du Forum, et au cours desquelles la France a joué un rôle central. L'endossement de la déclaration par l'ensemble des participants, y compris les **grands émergents d'Asie (Chine et Inde)**, malgré leurs réserves initiales, a marqué un **tournant dans la coopération internationale**. La France a joué un rôle actif tout au long de ce processus de négociation.

■ Ce résultat peut être considéré comme un succès pour la France,

qui faisait de l'ouverture aux acteurs émergents l'une de ses priorités, en continuité avec sa présidence du G20 développement, ainsi que pour la Corée, pays organisateur, qui se pose en tant que « trait d'union » entre les donateurs traditionnels et les émergents.



Intervention de Henri de Raincourt, ministre de la Coopération, en session plénière.

■ La France s'est beaucoup investie dans la préparation du Forum, aussi bien dans les négociations de la Déclaration finale que dans la préparation de plusieurs des thèmes abordés. **La délégation française était menée par le ministre chargé de la coopération**, et était composée de représentants du MAEE, du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (direction générale du Trésor et de l'Agence française de développement (AFD)), ainsi que de représentants de la société civile française.

■ **Le ministre est intervenu à deux reprises, également comme président du G20 développement**. Son intervention dans la session plénière finale consacrée au « Nouveau partenariat global », structure inclusive qui sera

chargée du pilotage et du suivi des engagements de Busan, a mis l'accent sur la nécessité d'un pilotage au niveau politique du processus de l'efficacité de l'aide, d'un **engagement commun avec les grands émergents**, et de l'**articulation de l'agenda de l'efficacité de l'aide avec celui du financement du développement**. Sa deuxième intervention a été consacrée à la présidence française du G20 développement et à la présentation des conclusions du Sommet de Cannes.

■ La France a participé à l'élaboration de l'un des engagements spécifiques (« building blocks ») qui déclinent ceux, plus généraux, de la déclaration de Busan, sur le thème de la **fragmentation de l'aide**, soulignant la nécessité de rationaliser l'architecture de l'aide multilatérale, et mettant l'accent sur l'exercice de programmation conjointe européenne. La France a également collaboré à la rédaction de l'engagement spécifique sur les résultats, et soutenu les thématiques relatives aux **États fragiles**, au **secteur privé** et aux **institutions efficaces**; elle a co-organisé un événement parallèle sur le thème des conditionnalités politiques de l'aide, et est intervenue dans les débats sur l'efficacité des institutions locales, le secteur privé et l'initiative PEFA sur l'évaluation des finances publiques. Les principales autres thématiques traitées au Forum correspondaient aux sujets de la **transparence**, des **résultats**, de la **coopération Sud-Sud** et du **financement du changement climatique**.



→ POUR ALLER PLUS LOIN

Site internet du 4^e Forum sur l'efficacité de l'aide : www.aideeffectiveness.org/busanhlf4
Site de l'OCDE : www.oecd.org

Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats
Direction de l'économie globale et des stratégies du développement
Sous-direction des stratégies du développement

Contact : Linda Zanfini – linda.zanfini@diplomatie.gouv.fr
27, rue de la Convention, CS 91533, 75732 Paris Cedex 15

